

COMMUNIQUE INTER-URPS

Montpellier, le 07 avril 2026

Réforme des CRSA et des CTS : l'Inter-URPS d'Occitanie refuse la mise sous influence politique de la santé

Les Unions Régionales des Professionnels de Santé (URPS) d'Occitanie réunies au sein de l'Inter-URPS alertent solennellement sur la réforme annoncée des Conférences Régionales de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) et des Conseils Territoriaux de Santé (CTS), instances dans lesquelles siègent les URPS, qui prévoit de confier de droit leur présidence aux exécutifs politiques régionaux et départementaux, en lieu et place de l'élection démocratique interne qui prévaut aujourd'hui.

Derrière une apparente réorganisation institutionnelle, c'est en réalité un changement profond de nature qui se dessine : celui d'une démocratie sanitaire remplacée par une gouvernance politique de la santé.

Nous le disons avec gravité : la santé ne peut pas devenir le prolongement des rapports de force politiques territoriaux.

CRSA et CTS constituent aujourd'hui des acteurs essentiels de la démocratie sanitaire en favorisant un dialogue équilibré avec l'ensemble des parties prenantes (représentants des professionnels de santé, des institutions, des collectivités territoriales et des usagers), en leur garantissant la possibilité de participer au processus de décisions en matière de santé, favorisant ainsi l'objectif commun de mise en œuvre et d'évaluation des politiques de santé adaptées aux réalités locales.

Introduire la compétition politique au cœur des instances de démocratie sanitaire, c'est faire courir un risque majeur à cet équilibre. C'est ouvrir la voie à une santé qui, demain, pourrait se colorer en fonction du pouvoir en place, au détriment d'une vision humaniste, universelle et équitable du soin.

Les Unions Régionales des Professionnels de Santé d'Occitanie refusent cette dérive.

Ils défendent une gouvernance pluraliste, indépendante, fondée sur l'expertise, le dialogue et l'intérêt général. Ils rappellent que les élus ont toute leur place dans ces instances. Mais ils ne peuvent en devenir, par principe, les seuls pilotes.

À l'heure où les inégalités de santé se creusent, la réponse ne peut pas être la politisation des lieux de concertation. Elle doit être, au contraire, le renforcement d'une démocratie sanitaire libre, équilibrée et fidèle à l'esprit de solidarité qui fonde notre système de santé au plus près des besoins et attentes des patients et des usagers.

L'Inter-URPS d'Occitanie appelle les pouvoirs publics à renoncer à cette réforme et à préserver l'indépendance des instances de démocratie sanitaire.

Dr MOULIS
Présidente URPS Biologistes

Dr JOURDAN
Président URPS Chirurgiens-Dentistes

Mr BOUSCARAIN
Président URPS Infirmiers

Mr SAUT
Président URPS Masseurs-kinésithérapeutes

Dr CALMES
Président URPS Médecins

Mme ICHE
Présidente URPS Orthophonistes

Mr ROCH
Président URPS Orthoptistes

Mr DENIEL
Président URPS Pédiatres-Podologues

Dr GASSAN
Président URPS Pharmaciens

Mme BERNADBEROY PRIDO
Présidente URPS Sages-femmes